



Cellule d'analyse européenne

RAPPORT DE LA COMMISSION AU PARLEMENT EUROPÉEN ET AU CONSEIL
sur l'évaluation du système d'information Schengen de deuxième génération (SIS II),
conformément à l'article 24, paragraphe 5, à l'article 43, paragraphe 3, et à l'article 50,
paragraphe 5, du règlement (CE) n° 1987/2006, ainsi qu'à l'article 59, paragraphe 3, et à
l'article 66, paragraphe 5, de la décision 2007/533/JAI

COM(2016)880

21 décembre 2016

Proposition de RÈGLEMENT DU PARLEMENT EUROPÉEN ET DU CONSEIL
relatif à l'utilisation du système d'information Schengen aux fins du retour des
ressortissants de pays tiers en séjour irrégulier

COM(2016)881

21 décembre 2016

Proposition de RÈGLEMENT DU PARLEMENT EUROPÉEN ET DU CONSEIL
sur l'établissement, le fonctionnement et l'utilisation du système d'information Schengen
(SIS) dans le domaine des vérifications aux frontières, modifiant le règlement (UE)
n° 515/2014 et abrogeant le règlement (CE) n° 1987/2006

COM(2016)882

21 décembre 2016

Proposition de RÈGLEMENT DU PARLEMENT EUROPÉEN ET DU CONSEIL
sur l'établissement, le fonctionnement et l'utilisation du système d'information Schengen
(SIS) dans le domaine de la coopération policière et de la coopération judiciaire en matière
pénale, modifiant le règlement (UE) n° 515/2014 et abrogeant le règlement (CE)
n° 1986/2006, la décision 2007/533/JAI du Conseil et la décision 2010/261/UE de la

Commission

COM(2016)883

21 décembre 2016

Résumé: Les propositions de règlement à l'examen s'inscrivent dans la mise en œuvre de l'agenda de sécurité de la Commission européenne. Elles visent à adapter le système d'information Schengen (SIS) aux nouveaux besoins opérationnels.

Contexte

Le système d'information Schengen est une banque de données centrale de l'UE qui contient des informations au sujet de personnes et de biens faisant l'objet d'un signalement¹. Il est utilisé dans

¹ Sont visés en l'espèce : 1) les personnes non autorisées à pénétrer ou à résider dans l'espace Schengen, 2) les personnes recherchées - en rapport ou non avec des crimes - et 3) certains objets perdus ou volés.

le cadre des contrôles frontaliers réalisés au sein de l'espace Schengen. Ce système créé en 1995 est alimenté par les États membres de l'UE. Il se compose d'un système central auquel s'ajoute, pour chaque État membre, un système national connecté au système central. Le SIS est complété par le réseau des bureaux Sirene².

Le système qui lui a succédé, SIS II, est en vigueur depuis 2013³ et comporte de nouvelles catégories de signalements et fonctionnalités. SIS II est utilisé dans 29 pays de la zone Schengen⁴.

Les propositions de modification du SIS II ont été annoncées dans la communication de la Commission européenne (ci-après : la Commission) ouvrant la voie à une union européenne de la sécurité⁵.

Dans les conclusions de sa réunion du 15 décembre 2016, le Conseil européen a par ailleurs souligné l'importance d'une meilleure interopérabilité et d'une meilleure interconnexion des systèmes d'information et des banques de données, comme le SIS II⁶, de l'Union européenne.

Contenu

RAPPORT DE LA COMMISSION AU PARLEMENT EUROPÉEN ET AU CONSEIL sur l'évaluation du système d'information Schengen de deuxième génération (SIS II), conformément à l'article 24, paragraphe 5, à l'article 43, paragraphe 3, et à l'article 50, paragraphe 5, du règlement (CE) n° 1987/2006, ainsi qu'à l'article 59, paragraphe 3, et à l'article 66, paragraphe 5, de la décision 2007/533/JAI – COM(2016)880

Ce rapport concerne l'**évaluation du fonctionnement du SIS II (ci-après : SIS)** réalisée par la Commission. La Commission conclut que le SIS fonctionne efficacement, qu'il est bien sécurisé et qu'il est très souvent utilisé par les États membres (2 millions d'utilisateurs finals au niveau national⁷, 70 millions de signalements et 2,9 milliards de consultations en 2015). Le SIS est une

² Chaque État membre participant au SIS dispose d'un bureau Sirene qui assure la coordination des activités transfrontalières liées au SIS, contrôle la qualité des données SIS et échange des informations supplémentaires avec les autres bureaux lorsque ceux-ci lui en font la demande. Il s'agit du seul point de contact national pour la communication en matière de signalements SIS. En Belgique, c'est la commission Sirene de la Direction de l'information policière opérationnelle (CGO) de la police fédérale qui assume cette mission.

³ Règlement (CE) No 1987/2006 du Parlement européen et du Conseil du 20 décembre 2006 sur l'établissement, le fonctionnement et l'utilisation du système d'information Schengen de deuxième génération (SIS II) (JO L 381 du 28.12.2006).

⁴ 22 États membres et 4 pays tiers (Islande, Liechtenstein, Norvège et Suisse) utilisent toutes les fonctionnalités du SIS. La Bulgarie, la Roumanie et le Royaume-Uni utilisent uniquement le SIS dans le cadre de la collaboration des services répressifs.

⁵ COM(2016)230 du 20 avril 2016.

⁶ Conclusions du Conseil européen du 15 décembre 2016, EUCO 34/16.

⁷ Il s'agit des autorités nationales qui utilisent le SIS. Il y a également des utilisateurs institutionnels, à savoir des agences européennes telles que l'Agence européenne de garde-frontières et de garde-côtes et Europol.

banque de données extrêmement performante sur le plan technique. Le nombre de consultations et le nombre de « réponses positives »⁸ augmentent chaque année.

Il est toutefois encore possible d'apporter des améliorations:

- Non seulement au niveau technique, mais aussi en ce qui concerne son utilisation. Ainsi, par exemple, les services de police devraient, pour chaque dossier, consulter non seulement leurs bases de données nationales mais aussi le SIS, dès lors que la criminalité revêt de plus en plus souvent une dimension transfrontalière. Le SIS doit encore être utilisé plus systématiquement aux frontières extérieures de l'espace Schengen.
- En raison de l'utilisation croissante du SIS, il conviendrait de renforcer les effectifs des bureaux Sirene dans certains États membres.
- Le SIS a tout intérêt à ce que davantage de moyens soient libérés aux niveaux central et national, de manière à faciliter les nouvelles modifications à apporter au système.
- Les procédures de signalement en vue d'un refus d'accès ou de séjour de ressortissants de pays tiers doivent être harmonisées.
- Les procédures de sécurisation et de qualité des données sont perfectibles, de même que les procédures relatives aux ressortissants de pays tiers faisant l'objet d'une décision de retour⁹.

Proposition de RÈGLEMENT DU PARLEMENT EUROPÉEN ET DU CONSEIL relatif à l'utilisation du système d'information Schengen aux fins du retour des ressortissants de pays tiers en séjour irrégulier – COM(2016)881

Cette proposition vise à étendre le champ d'application du SIS en introduisant une **nouvelle catégorie de signalements**, appelée “**décision de retour**”, et en instaurant des fonctions pour la création, la mise à jour et la suppression des signalements concernant les retours de ressortissants de pays tiers en séjour irrégulier sur le territoire d'un État membre de l'Union européenne.

L'État membre qui a pris la décision de retour et l'a introduite comme signalement dans le SIS, recevra automatiquement une notification lorsque le délai de départ volontaire a expiré.

Toutes les autorités nationales qui 1) peuvent prendre des décisions de retour, 2) peuvent exécuter des contrôles aux frontières et 3) peuvent identifier les ressortissants de pays tiers, doivent avoir un accès approprié au SIS. Il en va de même pour les utilisateurs institutionnels tels qu'Europol et l'Agence européenne de garde-frontières et de garde-côtes.

Les aménagements coûteraient **3,6 millions d'euros**.

Le fondement juridique de cette proposition est **l'article 79, § 2, point c)**, du Traité sur le fonctionnement de l'Union européenne¹⁰.

⁸ Une réponse positive signifie qu'un individu ou un objet a été trouvé dans un autre État membre. Pour chaque signalement, il est également indiqué les mesures à prendre en cas de réponse positive, par exemple une arrestation.

⁹ Une décision de retour est “une décision ou un acte de nature administrative ou judiciaire déclarant illégal le séjour d'un ressortissant d'un pays tiers et imposant ou énonçant une obligation de retour” (Directive 2008/115/CE, appelée directive retour, article 3).

Proposition de règlement RÈGLEMENT DU PARLEMENT EUROPÉEN ET DU CONSEIL sur l'établissement, le fonctionnement et l'utilisation du système d'information Schengen (SIS) dans le domaine des vérifications aux frontières, modifiant le règlement (UE) n° 515/2014 et abrogeant le règlement (CE) n° 1987/2006 - COM(2016)882

Proposition de RÈGLEMENT DU PARLEMENT EUROPÉEN ET DU CONSEIL sur l'établissement, le fonctionnement et l'utilisation du système d'information Schengen (SIS) dans le domaine de la coopération policière et de la coopération judiciaire en matière pénale, modifiant le règlement (UE) n° 515/2014 et abrogeant le règlement (CE) n° 1986/2006, la décision 2007/533/JAI du Conseil et la décision 2010/261/UE de la Commission - COM(2016)883

Les deux propositions visent à **réformer les règles** relatives à l'utilisation et au fonctionnement du SIS, tant au niveau central qu'au niveau national.

Dans les deux cas:

- L'agence eu-LISA, l'agence IT responsable du fonctionnement du SIS, est habilitée à produire régulièrement des rapports sur la qualité des données reprises dans le SIS à l'intention des États membres. Elle fournira aussi régulièrement des statistiques sur la manière dont le SIS est utilisé.
- Les utilisateurs sont désormais obligés de consulter le SIS à l'aide des empreintes digitales d'une personne, si cela s'avère être la seule manière de l'identifier.
- Le SIS sera adapté afin de pouvoir également être consulté à l'aide d'images faciales, de photographies ou d'empreintes palmaires en vue d'une identification.
- La liste des données à caractère personnel qui peuvent être introduites dans le SIS dans les cas d'usurpation d'identité est étendue aux données suivantes: images faciales, empreintes palmaires, détail de documents d'identité, adresse et nom du père et de la mère de la victime de l'usurpation d'identité.
- La liste des informations sur les personnes signalées reprises dans le SIS est, elle aussi, étendue, notamment aux informations suivantes: type d'infraction, détail du document d'identité ou de voyage, photocopie couleur de ce document, images faciales, photographies, empreintes digitales et palmaires.
- Enfin, les deux propositions contiennent également des dispositions relatives à l'effacement et au délai de conservation des signalements ainsi qu'au droit des intéressés de consulter, faire rectifier, supprimer ou effacer des données.
- Les adaptations nécessaires en fonction des deux propositions nécessiteront une enveloppe globale de **64,3 millions d'euros** pour la période 2018-2020.

Nouveautés spécifiques de la proposition COM(2016)882 (en matière de vérifications aux frontières) :

¹⁰ Cet article confère au Parlement européen et au Conseil la compétence d'adopter des mesures en ce qui concerne « l'immigration clandestine et le séjour irrégulier, y compris l'éloignement et le rapatriement des personnes en séjour irrégulier ».

- Europol avait déjà accès au SIS, mais peut désormais accéder aux signalements aux fins de non-admission ;
- l'accès de l'Agence européenne de garde-frontières et de garde-côtes sera adapté, compte tenu de son nouveau mandat. L'unité centrale ETIAS¹¹ nouvellement créée vérifiera si un ressortissant d'un pays tiers ayant introduit une demande d'entrée sur le territoire européen figure dans le SIS ;
- les services de visa nationaux pourront également accéder aux signalements ;
- il est désormais obligatoire d'introduire un signalement dans le SIS chaque fois qu'une interdiction d'entrée a été prononcée à l'encontre d'un ressortissant de pays tiers en séjour irrégulier. Le signalement doit être introduit une fois que le ressortissant de pays tiers visé a quitté le territoire européen. Les États membres doivent se concerter étroitement à cet égard ;
- les individus recherchés pour avoir commis une infraction terroriste doivent désormais systématiquement faire l'objet d'un signalement dans le SIS.

Les bases juridiques de cette proposition sont les **articles 77, § 2, points b) et d), et 79, § 2, point c)**, du Traité sur le fonctionnement de l'Union européenne¹².

Nouveautés spécifiques de la proposition COM(2016)883 (qui traite de la coopération policière et de la coopération judiciaire en matière pénale):

- Lorsqu'on ne dispose pas d'empreintes digitales ou palmaires d'une personne signalée qui a besoin d'être protégée - un enfant, par exemple -, un profil ADN peut être utilisé.
- Dorénavant, les signalements portant sur des personnes inconnues recherchées en lien avec une infraction grave ou une infraction terroriste pourront aussi être introduits sur la base d'empreintes digitales ou palmaires découvertes sur le lieu de l'infraction et dont il est fortement probable qu'elles proviennent de l'auteur.
- Europol, Eurojust, l'Agence européenne de garde-frontières et de garde-côtes et les services d'immigration auront accès à toutes les données SIS dont ils ont besoin pour remplir leurs missions.
- Les signalements pourront être rendus temporairement invisibles, par exemple pour maintenir le secret au sujet d'une action policière menée en vue d'une arrestation qui risquerait d'être compromise par des personnes qui n'en sont pas informées.
- Des signalements préventifs concernant des enfants exposés à un risque d'enlèvement imminent pourront désormais également être introduits. Ce type de signalements exigera une décision appropriée de l'autorité judiciaire ayant accordé la garde exclusive à un parent.

¹¹ Voir notre fiche d'analyse à ce sujet.

¹² L'article 77, alinéa 2, b), confère au Parlement européen et au Conseil le pouvoir d'adopter des mesures concernant « les contrôles auxquels sont soumises les personnes franchissant les frontières extérieures » et d) d'adopter « toute mesure nécessaire pour l'établissement progressif d'un système intégré de gestion des frontières extérieures ».

L'article 79, alinéa 2, c), confère au Parlement européen et au Conseil le pouvoir d'adopter des mesures concernant « l'immigration clandestine et le séjour irrégulier, y compris l'éloignement et le rapatriement des personnes en séjour irrégulier ».

- Une nouvelle forme de contrôle est instaurée à côté du contrôle discret et du contrôle spécifique: le contrôle d'investigation. Ce contrôle est instauré dans le cadre de la lutte contre la criminalité grave et le terrorisme. L'intéressé est interpellé – mais non arrêté – et interrogé à la suite d'un signalement. Ce contrôle doit permettre d'obtenir suffisamment d'informations pour décider si des mesures doivent être prises.
- La liste des objets pour lesquels un signalement peut être introduit est étendue. Y figurent désormais également, entre autres, les documents falsifiés, les billets de banque falsifiés, les équipements informatiques et les composants de véhicules.

Les **articles 82, § 1^{er}, point d), 85, § 1^{er}, 87, § 2, point a), et 88, § 2, point a)**, du traité sur le fonctionnement de l'Union européenne¹³ constituent la base juridique de la proposition à l'examen.

Réactions

La commission permanente « *Immigratie en Asiel/JBZ-Raad* » de la « *Eerste Kamer* » des Pays-Bas a, le 8 mars 2017, transmis par courrier une série de questions au secrétaire d'État néerlandais à la Sécurité et la Justice sur les propositions de règlement à l'examen¹⁴. Les commissaires estiment plus particulièrement que dans le COM(2016)882 (sur les contrôles aux frontières) la relation établie entre la directive retour et un signalement du SIS n'est toujours pas suffisamment stricte. Ils s'inquiètent également de l'absence d'un délai maximum de conservation des signalements. Ils estiment aussi que le COM(2016)882 laisse encore une grande marge discrétionnaire pour déterminer qui fait l'objet d'un signalement, même pour des faits de moindre importance ou uniquement sur la base de présomption de certains faits.

Pour en savoir plus

Les documents peuvent être consultés aux adresses suivantes:

- <http://ec.europa.eu/transparency/regdoc/rep/1/2016/FR/COM-2016-880-F1-FR-MAIN-PART-1.PDF>
- <http://ec.europa.eu/transparency/regdoc/rep/1/2016/FR/COM-2016-881-F1-FR-MAIN-PART-1.PDF>

¹³ L'article 82, § 1^{er}, point d), habilite le Parlement européen et le Conseil à adopter les mesures visant "à faciliter la coopération entre les autorités judiciaires ou équivalentes des États membres dans le cadre des poursuites pénales et de l'exécution des décisions."

L'article 85, § 1^{er}, habilite le Parlement européen et le Conseil à déterminer "la structure, le fonctionnement, le domaine d'action et les tâches d'Eurojust".

L'article 87, § 2, point a), habilite le Parlement européen et le Conseil à établir des mesures portant sur "la collecte, le stockage, le traitement, l'analyse et l'échange d'informations pertinentes" dans le cadre du développement d'une "coopération policière".

L'article 88, § 2, point a), habilite le Parlement européen et le Conseil à déterminer "la structure, le fonctionnement, le domaine d'action et les tâches d'Europol". Ces tâches peuvent comprendre "a) la collecte, le stockage, le traitement, l'analyse et l'échange des informations, transmises notamment par les autorités des États membres ou de pays ou instances tiers".

¹⁴ https://www.eerstekamer.nl/eu/edossier/e170010_voorstel_voor_een.

- <http://ec.europa.eu/transparency/regdoc/rep/1/2016/FR/COM-2016-882-F1-FR-MAIN-PART-1.PDF>
- <http://ec.europa.eu/transparency/regdoc/rep/1/2016/FR/COM-2016-883-F1-FR-MAIN-PART-1.PDF>

Descripteurs Eurovoc

COM(2016)880	<i>informatique documentaire - migration illégale – sécurité européenne – protection des données – technologie de l'information – contrôle à la frontière – coopération policière (UE) – données personnelles – échange d'information – système d'information Schengen</i>
COM(2016)881	<i>Migration de retour - migration illégale – ressortissant étranger – protection des données – données personnelles – frontière extérieure de l'Union européenne – collecte de données – échange d'information – politique migratoire de l'Union européenne - système d'information Schengen</i>
COM(2016)882	<i>Sécurité européenne – politique de coopération – système d'information - protection des données – contrôle à la frontière - frontière extérieure de l'Union européenne - échange d'information - espace de liberté, sécurité et justice - politique migratoire de l'Union européenne - système d'information Schengen</i>
COM(2016)883	<i>Sécurité européenne - politique de coopération - système d'information - protection des données – coopération judiciaire pénale (UE) – coopération policière (UE) - frontière extérieure de l'Union européenne - échange d'information - politique migratoire de l'Union européenne - système d'information Schengen</i>

Délais de subsidiarité

Le délai de subsidiarité pour ces trois propositions de règlement expire le **30 mai 2017**.

Rédaction: Katrien Joos, conseillère adjointe – tél. 02 549 81 64 – 16 mai 2017 – katrien.joos@dekamer.be



Europese Analysecel

**VERSLAG VAN DE COMMISSIE AAN HET EUROPEES PARLEMENT EN DE RAAD
over de evaluatie van het Schengeninformatiesysteem van de tweede generatie (SIS II)
overeenkomstig artikel 24, lid 5, artikel 43, lid 3, en artikel 50, lid 5, van Verordening
(EG) nr. 1987/2006, en artikel 59, lid 3, en artikel 66, lid 5, van Besluit 2007/533/JBZ
COM(2016)880
21 december 2016**

**Voorstel voor een VERORDENING VAN HET EUROPEES PARLEMENT EN DE RAAD
inzake het gebruik van het Schengeninformatiesysteem voor de terugkeer van illegaal
verblijvende onderdanen van derde landen
COM(2016)881
21 december 2016**

**Voorstel voor een VERORDENING VAN HET EUROPEES PARLEMENT EN DE RAAD
betreffende de instelling, de werking en het gebruik van het Schengeninformatiesysteem
(SIS) op het gebied van grenscontroles, tot wijziging van Verordening (EU) nr. 515/2014
en tot intrekking van Verordening (EG) nr. 1987/2006
COM(2016)882
21 december 2016**

**Voorstel voor een VERORDENING VAN HET EUROPEES PARLEMENT EN DE RAAD
betreffende de instelling, de werking en het gebruik van het Schengeninformatiesysteem
(SIS) op het gebied van politiële samenwerking en justitiële samenwerking in strafzaken,
tot wijziging van Verordening (EU) nr. 515/2014 en tot intrekking van Verordening
(EG) nr. 1986/2006, Besluit 2007/533/JBZ van de Raad en Besluit 2010/261/EU van de
Commissie
COM(2016)883
21 december 2016**

Samenvatting: *De voorliggende verordeningvoorstellen kaderen in de uitvoering van de Veiligheidsagenda van de Europese Commissie. Zij hebben tot doel het Schengeninformatiesysteem (SIS) aan te passen aan de nieuwe operationele behoeften.*

Context

Het Schengeninformatiesysteem is een centrale EU-databank voor gegevens over gesignaleerde personen en goederen¹ die wordt gebruikt in het kader van grenscontroles in het Schengengebied. Het systeem werd opgericht in 1995 en wordt gevoed door de EU-lidstaten. Het bestaat uit een

¹ Dit zijn met name 1) personen die het Schengengebied niet mogen betreden of er niet mogen verblijven, 2) personen die gezocht worden – al dan niet in verband met misdaden, en 3) bepaalde verloren of gestolen voorwerpen.

centraal systeem en een nationaal systeem per lidstaat dat op het centrale systeem aangesloten is. Het wordt voorts aangevuld met het netwerk van Sirene-bureaus².

Sinds 2013³ is zijn opvolger in werking, SIS II, met nieuwe functies en signaleringscategorieën. SIS II worden in 29 Schengenlanden gebruikt⁴.

De voorgestelde aanpassingen aan het SIS II werden aangekondigd in de mededeling van de Europese Commissie (hierna: Commissie) over de totstandkoming van een Europese Veiligheidsunie⁵.

In de conclusies van de Europese Raad van 15 december 2016 werd bovendien gewezen op het belang van een betere interoperabiliteit en interconnectie van EU-informatiesystemen en –databanken, zoals het SIS II⁶.

Inhoud

VERSLAG VAN DE COMMISSIE AAN HET EUROPEES PARLEMENT EN DE RAAD over de evaluatie van het Schengeninformatiesysteem van de tweede generatie (SIS II) overeenkomstig artikel 24, lid 5, artikel 43, lid 3, en artikel 50, lid 5, van Verordening (EG) nr. 1987/2006, en artikel 59, lid 3, en artikel 66, lid 5, van Besluit 2007/533/JBZ - COM(2016)880

Dit is het **verslag van de evaluatie van de werking van het SIS II (hierna: SIS)** door de Commissie. De Commissie concludeert dat het SIS doeltreffend werkt, goed beveiligd is en door de lidstaten enorm vaak wordt gebruikt (2 miljoen nationale eindgebruikers⁷, 70 miljoen signaleringen en 2,9 miljard raadplegingen in 2015). Het is een technisch erg performante databank. Niet alleen het aantal raadplegingen, maar ook het aantal “treffers”⁸ stijgt jaar na jaar.

Er is echter nog ruimte voor verbetering:

- Niet alleen op technisch vlak, maar ook wat het gebruik betreft. Zo zouden bijv. politiediensten voor elk dossier niet alleen hun nationale databanken, maar ook telkens het SIS moeten raadplegen, aangezien criminaliteit steeds vaker grensoverschrijdende vormen

² Elke aan het SIS deelnemende lidstaat beschikt over een Sirene-bureau. Dit bureau staat in voor de coördinatie van SIS-gerelateerde grensoverschrijdende activiteiten, controleert de kwaliteit van de SIS-gegevens en wisselt bijkomende informatie uit met de andere bureaus indien daarom wordt gevraagd. Het is het enige nationale contactpunt voor communicatie inzake SIS-signalerings. Voor België staat de Sirene-commissie van de Directie operationele politiebureaus (CGO) van de Federale Politie hiervoor in.

³ Verordening (EG) nr. 1987/2006 van het Europees Parlement en de Raad van 20 december 2006 betreffende de instelling, de werking en het gebruik van het Schengeninformatiesysteem van de tweede generatie (SIS II) (PB L 381 van 28.12.2006).

⁴ 22 EU-lidstaten en 4 niet-EU-landen (IJsland, Liechtenstein, Noorwegen en Zwitserland) gebruiken alle functies van het SIS. Bulgarije, Roemenië en het VK gebruiken het SIS alleen voor samenwerking inzake rechtshandhaving.

⁵ COM(2016)230 van 20 april 2016.

⁶ Conclusies van de Europese Raad van 15 december 2016, EUCO 34/16.

⁷ Dat zijn de nationale autoriteiten die het SIS gebruiken. Daarnaast zijn er ook institutionele gebruikers, namelijk EU-agentschappen zoals het Europees Grens- en kustwachtagentschap en Europol.

⁸ Een treffer betekent dat een persoon of voorwerp in een andere lidstaat is gevonden. Aan de signalering zijn ook de in geval van een treffer te nemen maatregelen verbonden, bijv. het verrichten van een aanhouding.

aanneemt. Ook aan de buitengrenzen van het Schengengebied moet het SIS nog systematischer worden gebruikt.

- Door het stijgende gebruik van het SIS zou het personeelsbestand van de Sirene-bureaus in sommige lidstaten moeten worden uitgebreid.
- Het SIS zou er baat bij hebben dat op centraal en nationaal niveau meer middelen worden vrijgemaakt, zodat nieuwe aanpassingen aan het systeem nog vlotter worden doorgevoerd.
- De procedures inzake signaleringen met het oog op een weigering van toegang of verblijf inzake derdelanders moeten geharmoniseerd worden.
- De procedures inzake gegevensbeveiliging en -kwaliteit zijn voor verbetering vatbaar, hetzelfde geldt voor de procedures inzake derdelanders aan wie een terugkeerbesluit⁹ is opgelegd.

Voorstel voor een VERORDENING VAN HET EUROPEES PARLEMENT EN DE RAAD inzake het gebruik van het Schengeninformatiesysteem voor de terugkeer van illegaal verblijvende onderdanen van derde landen - COM(2016)881

Met dit voorstel wordt het toepassingsgebied van het SIS verruimd met een **nieuwe signaleringscategorie**, genaamd “**terugkeerbesluit**”, en met functies voor invoering, bijwerking of verwijdering van signaleringen inzake terugkeer van illegaal op het grondgebied van een EU-lidstaat verblijvende derdelanders.

De lidstaat die het terugkeerbesluit uitvaardigde en het als signalering in het SIS invoerde, zal ook automatisch een melding ontvangen als de termijn voor vrijwillige terugkeer is verstreken.

Alle nationale autoriteiten die 1) terugkeerbesluiten kunnen uitvaardigen, 2) grenscontroles mogen uitvoeren en 3) derdelanders mogen identificeren, moeten passende toegang hebben tot het SIS. Hetzelfde geldt voor de institutionele gebruikers zoals Europol en het Europees Grens- en kustwachtagenschap.

De aanpassingen zouden **3,6 miljoen euro** kosten.

De rechtsgrondslag voor dit voorstel is **artikel 79, tweede lid, c)**, van het Verdrag betreffende de werking van de Europese Unie¹⁰.

Voorstel voor een VERORDENING VAN HET EUROPEES PARLEMENT EN DE RAAD betreffende de instelling, de werking en het gebruik van het Schengeninformatiesysteem (SIS) op het gebied van grenscontroles, tot wijziging van Verordening (EU) nr. 515/2014 en tot intrekking van Verordening (EG) nr. 1987/2006 - COM(2016)882

⁹ Een terugkeerbesluit is “de administratieve of rechterlijke beslissing of handeling waarbij wordt vastgesteld dat het verblijf van een onderdaan van een derde land illegaal is of dit illegaal wordt verklaard en een terugkeerverplichting wordt opgelegd of vastgesteld” (Richtlijn 2008/115/EG, terugkeerrichtlijn genoemd, artikel 3).

¹⁰ Dit artikel verleent het Europees Parlement en de Raad namelijk de bevoegdheid maatregelen vast te stellen “inzake illegale immigratie en illegaal verblijf, met inbegrip van verwijdering en repatriëring van illegaal verblijvende personen.”

Voorstel voor een VERORDENING VAN HET EUROPEES PARLEMENT EN DE RAAD betreffende de instelling, de werking en het gebruik van het Schengeninformatiesysteem (SIS) op het gebied van politieke samenwerking en justitiële samenwerking in strafzaken, tot wijziging van Verordening (EU) nr. 515/2014 en tot intrekking van Verordening (EG) nr. 1986/2006, Besluit 2007/533/JBZ van de Raad en Besluit 2010/261/EU van de Commissie - COM(2016)883

Beide voorstellen omvatten een **herziening van de regels** voor het gebruik en de werking van het SIS, zowel centraal als nationaal.

Voor beide geldt dus:

- Eu-LISA, het IT-agentschap dat verantwoordelijk is voor de werking van het SIS, krijgt de bevoegdheid om geregeld aan de lidstaten te rapporteren over de kwaliteit van de gegevens in het SIS. Het zal ook op regelmatige basis statistieken verstrekken over de manier waarop het SIS wordt gebruikt.
- Voortaan zijn de gebruikers verplicht het SIS te doorzoeken aan de hand van de vingerafdrukken van een persoon, als dat de enige manier blijkt om hem te kunnen identificeren.
- Het SIS zal worden aangepast zodat het mogelijk zal zijn het ook te doorzoeken aan de hand van gezichtsopnamen, foto's of handpalmafdrukken om iemand te identificeren.
- De lijst met persoonsgegevens die in het SIS in het kader van identiteitsmisbruik mogen worden opgenomen, wordt uitgebreid met: gezichtsopnamen, handpalmafdrukken, gegevens van identiteitsdocumenten, adres en naam van vader en moeder van het slachtoffer van het identiteitsmisbruik.
- Ook de lijst met in het SIS opgenomen informatie over gesignaleerde personen wordt uitgebreid, onder andere met: het soort strafbaar feit, gegevens van het identiteits- of reisdocument, kleurenkopie van de voornoemde documenten, gezichtsopname, foto, vinger- en handpalmafdruk.
- Beide voorstellen bevatten ten slotte ook nog bepalingen over de wissing en bewaartermijn van signaleringen en het recht van betrokkenen op inzage, rectificatie of wissing van gegevens.
- De aanpassingen voor beide voorstellen samen zouden **64,3 miljoen euro** kosten voor de periode 2018-2020.

Specifieke nieuwigheden voor voorstel COM(2016)882 (inzake grenscontroles):

- Europol had al toegang tot het SIS, maar die wordt uitgebreid tot signaleringen inzake een weigering van toegang.
- De toegang van het Europees Grens- en kustwachtagentschap zal worden aangepast gelet op zijn nieuwe mandaat. Zo zal de nieuwe, centrale ETIAS-eenheid¹¹ nagaan of een derdelander die een aanvraag tot inreis in de EU indiende in het SIS voorkomt.
- Ook nationale visumdiensten zullen toegang krijgen tot signaleringen.
- Voortaan moet in het SIS een signalering worden ingevoerd telkens er aan een illegaal verblijvende derdelander een inreisverbod werd opgelegd. De signalering moet worden

¹¹ Zie onze analysefiche daarover.

ingevoerd op het ogenblik dat de persoon het EU-grondgebied heeft verlaten. De lidstaten moeten daarvoor nauw overleggen.

- Van personen die gezocht worden in verband met een terreurmisdrijf moet in het SIS voortaan altijd een signalering worden opgenomen.

De rechtsgrondslagen voor dit voorstel zijn de **artikelen 77, tweede lid, b) en d), en 79, tweede lid, c)** van het Verdrag betreffende de werking van de Europese Unie¹².

Specifieke nieuwigheden voor voorstel COM(2016)883 (inzake politieke samenwerking en justitiële samenwerking in strafzaken):

- Als van een gesignaleerde persoon die bescherming nodig heeft, bijv. een kind, geen vinger- of handpalmafdrukken beschikbaar zijn, mag een DNA-profiel worden gebruikt.
- Voortaan zullen ook signaleringen mogen worden ingevoerd van onbekenden die worden gezocht in verband met een ernstig strafbaar feit of terroristisch misdrijf, op basis van vinger- of handpalmafdrukken die op de plaats van het delict werden gevonden en zeer waarschijnlijk van de dader afkomstig zijn.
- Europol, Eurojust, het Europees Grens- en kustwachtagentschap en immigratiediensten zullen toegang krijgen tot alle SIS-gegevens die zij nodig hebben om hun taken uit te voeren.
- Signaleringen kunnen tijdelijk onzichtbaar worden gemaakt, bijv. om een politieactie met het oog op een aanhouding vertrouwelijk te houden en niet in gevaar te laten brengen door wie er niet van op de hoogte is.
- Voortaan zullen er ook preventieve signaleringen kunnen worden ingevoerd van kinderen die met onmiddellijk ontvoeringsgevaar worden bedreigd. Voor dergelijke signaleringen is een passend besluit vereist van de gerechtelijke autoriteiten waarbij de voogdij aan slechts een van de ouders wordt toegekend.
- Er wordt een nieuwe controlevorm ingevoerd, naast de onopvallende en de gerichte controle: de ondervragingscontrole. Deze controle wordt ingevoerd in het kader van de strijd tegen zware criminaliteit en terrorisme. De betrokkene wordt naar aanleiding van een signalering staande gehouden - niet aangehouden - en ondervraagd. Zij moet toelaten te beslissen of verdere actie nodig is.
- De lijst met voorwerpen waarover signaleringen kunnen worden ingevoerd, wordt uitgebreid met onder meer vervalste documenten, vervalste bankbiljetten, IT-apparatuur, onderdelen van voertuigen.

De rechtsgrondslagen voor dit voorstel zijn de **artikelen 82, eerste lid, d), 85, eerste lid, 87, tweede lid, a) en 88, tweede lid, a)** van het Verdrag betreffende de werking van de Europese Unie¹³.

¹² Artikel 77, tweede lid, b) verleent het Europees Parlement en de Raad de bevoegdheid maatregelen vast te stellen voor “de controles waaraan personen bij het overschrijden van de buitengrenzen worden onderworpen” en d) de geleidelijke invoering van een geïntegreerd systeem van beheer van de buitengrenzen”.

Artikel 79, tweede lid, c) verleent het Europees Parlement en de Raad de bevoegdheid maatregelen vast te stellen “inzake illegale immigratie en illegaal verblijf, met inbegrip van verwijdering en repatriëring van illegaal verblijvende personen.”

¹³ Artikel 82, eerste lid, d) verleent het Europees Parlement en de Raad de bevoegdheid maatregelen vast te stellen die ertoe strekken “in het kader van strafvervolging en tenuitvoerlegging van beslissingen de samenwerking tussen

Reacties

De vaste commissie voor Immigratie en Asiel/JBZ-Raad van de Nederlandse Eerste Kamer stuurde op 8 maart 2017 per brief vragen aan de Nederlandse staatssecretaris van Veiligheid en Justitie over de voorliggende verordeningvoorstellen¹⁴. De commissieleden zijn meer bepaald van mening dat in COM(2016)882 (over grenscontroles) “nog steeds onvoldoende strikt” een relatie wordt gelegd “tussen de terugkeerrichtlijn en een signalering in het SIS”. Zij maken zich ook zorgen over het ontbreken van een maximale bewaartermijn van signaleringen. Zij zijn ook van oordeel dat COM(2016)882 lidstaten “nog steeds veel discretionaire ruimte biedt om te bepalen wie wordt gesignaleerd, ook voor minder belangrijke feiten of slechts op basis van verdenking van bepaalde feiten.”

Voor meer informatie

U kunt de documenten raadplegen via deze links:

- <http://ec.europa.eu/transparency/regdoc/rep/1/2016/NL/COM-2016-880-F1-NL-MAIN-PART-1.PDF>
- <http://ec.europa.eu/transparency/regdoc/rep/1/2016/NL/COM-2016-881-F1-NL-MAIN-PART-1.PDF>
- <http://ec.europa.eu/transparency/regdoc/rep/1/2016/NL/COM-2016-882-F1-NL-MAIN-PART-1.PDF>
- <http://ec.europa.eu/transparency/regdoc/rep/1/2016/NL/COM-2016-883-F1-NL-MAIN-PART-1.PDF>

Eurovoctermen

COM(2016)880	<i>informatie en documentatie - illegale migratie - Europese veiligheid - gegevensbescherming - informatietechnologie - grenscontrole - politieke samenwerking (EU) - persoonlijke gegevens - uitwisseling van informatie - Schengen-informatiesysteem</i>
COM(2016)881	<i>remigratie - illegale migratie - buitenlandse staatsburger - gegevensbescherming - persoonlijke gegevens - buitengrens van de EU - verzamelen van gegevens - uitwisseling van informatie -</i>

de justitiële of gelijkwaardige autoriteiten van de lidstaten te bevorderen”. Artikel 85, eerste lid, verleent het Europees Parlement en de Raad de bevoegdheid “de structuur, de werking, het werkterrein en de taken van Eurojust” te bepalen.

Artikel 87, tweede lid, a) verleent het Europees Parlement en de Raad de bevoegdheid maatregelen vast te stellen voor “de verzameling, opslag, verwerking, analyse en uitwisseling van relevante informatie” in het kader van het ontwikkelen van “een vorm van politieke samenwerking”.

Artikel 88, tweede lid, a) verleent het Europees Parlement en de Raad de bevoegdheid “de structuur, de werking, het werkterrein en de taken van Europol vast” te stellen. Deze taken kunnen omvatten “a) de verzameling, opslag, verwerking, analyse en uitwisseling van informatie die met name door de autoriteiten van de lidstaten of van derde landen of instanties worden verstrekt”.

¹⁴ https://www.eerstekamer.nl/eu/edossier/e170010_voorstel_voor_een_.

	<i>migratiebeleid van de EU - Schengen-informatiesysteem</i>
<i>COM(2016)882</i>	<i>Europese veiligheid - samenwerkingsbeleid - informatiesysteem - gegevensbescherming – grenscontrole - buitengrens van de EU - uitwisseling van informatie - ruimte van vrijheid, veiligheid en rechtvaardigheid - migratiebeleid van de EU - Schengen-informatiesysteem</i>
<i>COM(2016)883</i>	<i>Europese veiligheid - samenwerkingsbeleid - informatiesysteem - gegevensbescherming - justitiële samenwerking in strafzaken (EU) - politieke samenwerking (EU) - buitengrens van de EU - uitwisseling van informatie - migratiebeleid van de EU - Schengen-informatiesysteem</i>

Subsidiariteitstermijnen

De subsidiariteitstermijn voor de drie verordeningvoorstellen verstrijkt op **30 mei 2017**.

Redactie: *Katrien Joos, adjunct-adviseur – tel. 02 549 81 64 – 16 mei 2017 – katrien.joos@dekamer.be*